

DILMA ROUSSEFF ET LA CRISE POLITIQUE AU BRÉSIL...

Ce qui se passe sous nos yeux au Brésil est extrêmement intéressant car on a l'illustration parfaite des avertissements de Bakounine à ceux qui pensent que la bourgeoisie acceptera les choix manifestés par le peuple à travers les urnes, si ces choix vont à l'encontre de ses intérêts.

L'élite brésilienne et les organes de presse à ses ordres se sont mobilisés en vain pour tenter de battre par les élections Dilma Rousseff, élue présidente deux fois de suite. Mais la corruption n'est en fait pas le vrai motif des efforts inouïs mis en œuvre pour la destituer.

Une alliance hétéroclite d'extrémistes évangélistes, de partisans d'extrême droite à un retour au régime militaire et de partisans sans couleur politique définie, s'est mise en place pour obtenir son départ.

Ceux qui prennent prétexte de la corruption du régime sont pourtant mal placés pour accuser l'actuelle présidente. Les principaux médias brésiliens, audiovisuels et presse papier, sont la propriété d'une minuscule poignée de familles les plus riches et les plus réactionnaires. Pendant des décennies ces médias ont été au service des plus riches afin de garantir le maintien en place d'une invraisemblable inégalité des richesses.

MÉDIAS CORROMPUS

Ces médias avaient soutenu le coup d'État militaire de 1964 qui a abouti à deux décennies de dictature militaire et enrichi les oligarques du pays. Or ce coup d'État de 1964 fut orchestré par les grandes sociétés brésiliennes et leurs médias sous le prétexte de combattre un gouvernement démocratiquement élu, qualifié pour la circonstance de corrompu.

De manière lancinante, les médias brésiliens montrent au monde des manifestations de citoyens en colère contre la corruption du gouvernement, accusant même Dilma Rousseff de vouloir instaurer au Brésil un régime de type cubain! On voit également dans les manifestations des pancartes accusant Dilma Rousseff de «*bolivarisme*» (1).

En fait, ces médias ne se contentent pas de couvrir ces manifestations, ils les suscitent. Ces manifestants n'étaient en rien représentatifs de la population brésilienne: dans une majorité écrasante, il s'agissait de Blancs manifestement pas pauvres. Ce sont les mêmes qui se sont battus avec acharnement pendant vingt ans contre les programmes anti-pauvreté, pourtant bien modestes, du *Parti des Travailleurs*.

Pourtant, Rousseff est tout sauf une gauchiste. Son parti, très modérément à gauche, gagna les élections en 2002 sous la conduite de Luiz Inacio Lula da Silva. Grâce à une croissance économique importante, le parti gagna successivement quatre élections, y compris celle de Rousseff, puis, il y a 18 mois, sa réélection.

Pour la classe dirigeante brésilienne, c'était décidément trop. Elle avait régulièrement échoué à battre Dilma Rousseff par les élections, il fallait donc trouver autre chose. Ce qu'elle n'a pas réussi

(1) Le Bolivarisme est un courant politique que l'on retrouve en Amérique du Sud qui se fonde sur les idées du libérateur Simon Bolivar, notamment en ce qui concerne la justice sociale, la liberté et l'égalité des droits. Hugo Chavez, président du Venezuela de 1999 à 2013, avait repris ses idées, prônant le «*néo-bolivarisme*»: volonté d'indépendance vis-à-vis des puissances dominantes (des États-Unis en l'occurrence), tentatives d'unification ou de rapprochement des ex-colonies.

à faire par le jeu de la démocratie parlementaire, elle tente maintenant de le faire en tablant sur une mobilisation populaire fondée sur la démagogie. Ce qui n'empêche par les dirigeants de l'opposition à Rousseff, comme par exemple Eduardo Cunha, son principal accusateur, d'être bien plus impliqués dans des affaires de corruption que l'actuelle présidente.

ACCUSATEURS CORROMPUS

Ceux qui défilent derrière des bannières protestant contre la corruption travaillent en fait à l'installation au pouvoir des personnages les plus corrompus du pays.

Eduardo Cunha est un commentateur de radio chrétien évangéliste qui est accusé de blanchir de l'argent par l'intermédiaire d'une église évangélique. Ce qui ne l'empêche pas de Twitter régulièrement des messages citant la Bible.

Il fut pris la main dans le sac dans une affaire de pots de vins se montant à 40 millions de dollars avec des comptes secrets dans une banque suisse - après avoir menti en déclarant qu'il n'avait pas de comptes dans des banques étrangères. Cunha figure également dans les *Panama Papers* dans lesquels il apparaît comme tentant de planquer ses millions mal acquis pour échapper au fisc.

«Les mots ne peuvent décrire le caractère irréal du vote demandant au Sénat la destitution de Rousseff, lors duquel des membres notoirement corrompus du Congrès se succédaient en s'adressant à Cunha, déclarant droit dans les yeux qu'ils votaient pour démettre Rousseff à cause de leur colère contre la corruption» (2).

Le vice-président, Michel Temer, qui est censé remplacer Rousseff si elle perd sa place, est impliqué dans une affaire d'achat illégal d'éthanol.

Renan Calheiros, le leader du Sénat, figure également sur la liste des successeurs possibles de Dilma Rousseff; il fait l'objet d'une enquête parce qu'il aurait reçu des pots-de-vin dans le scandale géant impliquant Petrobras, la société pétrolière nationale. Il est également accusé d'évasion fiscale

Parmi ceux qui votent pour la destitution de Dilma Rousseff il y a Paulo Maluf, qui figure sur la liste rouge d'Interpol pour conspiration. Maluf a passé plusieurs semaines en prison il y a dix ans de cela pour blanchiment d'argent et évasion fiscale, mais il a été libéré grâce à une loi qui fut votée, permettant aux personnes de plus de 70 ans de subir leur peine chez eux. Puis Paulo Maluf fut élu au Congrès, ce qui lui accordait le statut privilégié qui permet à tous les vétérans brésiliens de la politique d'éviter la prison. Il est recherché par Interpol pour une affaire l'opposant aux États-Unis. La France a lancé contre lui un mandat d'arrêt pour une affaire de blanchiment d'argent.

Éder Mauro doit faire face à des accusations de torture et d'extorsion alors qu'il était policier à Belem. Beto Mansur, accusé d'avoir employé 46 ouvriers dans ses fermes de soja dans l'État de Goiás dans des conditions si déplorables que les enquêteurs déclarèrent qu'ils étaient traités comme des esclaves modernes.

Citons enfin le cas de Ivo Cassol, membre du *Parti progressiste*, sénateur de l'Amazone. Il fut condamné à plus de quatre ans de prison en 2013 pour corruption pour une affaire remontant à 15 ans. Néanmoins, il continue de siéger au Sénat grâce à des appels qui lui permettent d'éviter de purger sa peine. Ce qui ne l'empêche pas de prononcer les discours les plus passionnés pour la destitution de Rousseff.

DILMA ROUSSEFF: «UNE RARETÉ»

Un article du New York Times rapporte que 60% des 594 membres du congrès brésilien *«font face à de sérieuses accusations de corruption, fraude électorale, déforestation illégale, kidnapping et homicide»*. En contraste, dit l'article. Rousseff est *«une sorte de rareté parmi les principales personnalités*

(2) *Brazil's Elite and the Drive to Impeach President Dilma Rousseff*, David Miranda, The Guardian, April 21, 2016.

politiques brésiliennes; elle n'a pas été accusée de voler pour elle-même» (3). Il est vrai qu'elle est tout de même accusée d'avoir utilisé l'argent de grandes banques publiques pour couvrir des déficits budgétaires, contribuant à remettre en cause la crédibilité économique du Brésil. Elle est en outre au centre d'un scandale impliquant la société pétrolière nationale.

La stratégie de défense de Dilma Rousseff et de ses partisans porte sur le fait qu'elle ne peut pas être accusée de corruption par des gens qui vont eux-mêmes être jugés de corruption. Ainsi, José Eduardo Cardozo, le procureur général, a déclaré qu'il en appelait au tribunal de la cour suprême pour bloquer les procédures de destitution. Il déclara que les efforts pour évincer Mme Rousseff étaient devenus si tentaculaires que c'était *«un véritable procès kafkaïen dans lequel la défenderesse ne peut pas comprendre avec certitude de quoi elle est accusée ou pourquoi» (4)*. Pourtant, une majorité des juges de la haute cour rejeta la demande de l'administration Rousseff d'annuler le processus de destitution.

L'un des principaux soutiens de Rousseff est Fernando Collor de Mello, ex-président qui démissionna en 1992 après un scandale de trafic d'influence. Il ressuscita sa carrière politique en devenant sénateur mais fait lui aussi face à des accusations de pots-de-vins dans l'affaire de la société pétrolière.

Le propre père de Fernando Collor de Mello, le sénateur Arnon de Mello, tua un collègue lors d'une séance au Sénat en 1963. Il évita la prison après que la cour ait jugé qu'il s'agissait d'un accident, parce qu'il visait en fait un autre sénateur... Partisans comme adversaires de Dilma Rousseff ont empoché des pots-de-vin dans la gigantesque affaire de corruption impliquant les compagnies d'énergie contrôlées par l'État.

«UN SOUPIR DE SOULAGEMENT»

Le vote par la chambre des députés de l'envoi au Sénat de la demande de destitution est une étape décisive dans le processus qui conduira Dilma Rousseff à être jugée. Comme l'écrit Celso Rochia de Barros, *«les politiciens corrompus du Brésil ont poussé un soupir de soulagement» (5)*. Le dimanche 17 avril, les membres du congrès se sont succédés pour justifier la destitution. *«Pour la paix à Jérusalem», «pour les francs maçons du Brésil», «à cause du communisme qui menace ce pays»*. Celso Rochia de Barros note dans son article que très peu de membres du congrès ne justifient leur vote par les accusations effectivement portées contre la présidente: le fait qu'elle ait violé les règles concernant les finances publiques. Barros ajoute que la vraie raison du vote est que le système politique brésilien est en ruines et que la destitution constitue une efficace diversion pour les autres politiciens.

Une grande enquête a été lancée en 2014 sur la corruption, nommée *Operação Lava Jato (opération lavage au jet)*. Si les enquêteurs ont découvert que les membres du parti de Rousseff ont utilisé la compagnie pétrolière d'État pour échanger des faveurs politiques contre des retours d'ascenseurs, ils découvrirent également que ce type de pratique était habituel au sein des partis politiques brésiliens, incluant des personnalités appartenant à tout le spectre politique.

Selon Rochia de Barros, les membres de la commission d'enquête sont inquiets. Interviewé par BBC Brazil, le principal procureur de la commission d'enquête, Deltan Dallagnol, déclara qu'il craignait que la destitution de la présidente conduise à une offensive politique contre l'enquête. Un changement de gouvernement amènerait au pouvoir des parlementaires qui sont eux-mêmes sous le coup d'une enquête, et qui feraient passer des lois rendant plus difficiles les opérations anti-corruption.

René BERTHIER.

(3) New York Times, *Dilma Rousseff Targeted in Brazil by Lawmakers Facing Scandals of Their Own*, Simon Romero and Vinod Sree-harsha, April 14, 2016. http://www.nytimes.com/2016/04/15/world/americas/dilma-rousseff-targeted-in-brazil-by-lawmakers-facing-graft-cases-of-their-own.html?_r=0

(4) Loc. cit.

(5) New York Times, *Dilma Rousseff's Impeachment isn't a Coup, it's a Cover-Up*, Celso Rochia de Barros, April 19, 2016.